

Communiqué de presse.

102 595 au 13 avril c'est le nombre de Manchois vaccinés (1ère dose). Si ces derniers jours le nombre grandit, cela reste très compliqué d'obtenir ce précieux rendez-vous. Dans un courrier le 24 février, la CGT et d'autres organisations interpellaient l'ARS, La Préfecture, le Président du Conseil Départemental sur les conditions d'accès à cette vaccination notamment pour les plus fragiles. Les difficultés pour s'inscrire afin d'arracher un rendez-vous dues au fait de l'âge, de la non maîtrise d'internet, des difficultés de mobilité, d'un nombre de rendez-vous insignifiant sont nombreusesAujourd'hui même il y a eu quelques saupoudrages de vaccination dans quelques communes réservés à leurs habitants, ce qui ne peut que nous interroger, pourquoi ici et pourquoi ailleurs cela n'est pas étendu ?

Alors que le confinement limite nos déplacements, la rareté des places amène les citoyens qui le peuvent à s'inscrire sur le centre qui offre un rendez-vous, ce qui fait que des habitants de Saint-Lô vont à Carentan, d'Avranches vont à Coutances, de Valognes à Cherbourg et vice versa.

Quand il y a des rendez-vous sur 4 jours (doctolib) en 3 heures tout est pris exemple pour Saint-Lô le 13 avril.

Faute de lisibilité, et de places, les citoyens qui veulent se protéger s'inscrivent où ils peuvent quand ils le peuvent.

On assiste à beaucoup de communication gouvernementale, plusieurs millions de vaccinés d'ici fin mai, une liste élargie des professionnels de santé, de différents lieux, de nouvelles tranches d'âge, de nouveaux vaccins... **mais ce qui manque cruellement aujourd'hui** se sont **des doses de vaccins** pour protéger la population.

La CGT n'accepte pas cette situation d'inégalité d'accès au droit à la vaccination pour tous en France quelque soit l'âge, mais aussi dans le Monde. Pour sortir de cette crise, pour stopper les variants, il faut une vaccination de masse dans tous les pays.

Le refus des gouvernements de rendre ces vaccins publics demeure inacceptable, car ils ont été financés par de nombreux fonds publics destinés à la recherche.

Les laboratoires propriétaires exclusifs de leurs brevets rejettent, au nom des secrets de fabrication et de la concurrence, toute idée de coopération avec leurs confrères. La notion de partage n'est pas dans leur ADN. Pourtant face à l'ampleur de la pandémie il devient indispensable de mutualiser les moyens, d'établir des coopérations entre laboratoires et fabricants.

Il est inconcevable que quelques rapaces s'enrichissent, tel que le prévoit Pfizer en augmentant scandaleusement le prix de son vaccin (qui passe de 12€ à 19,50€ avec une projection vers...53,40€ dans un avenir proche) pendant que des peuples subissent lourdement physiquement, psychologiquement et financièrement cette crise sanitaire.

Cette projection de profits faramineux remet sur le devant de la scène le slogan « pas de profits sur la pandémie » porté par la CGT entre autres.

La CGT interpelle de nouveaux les pouvoirs publics Préfet, ARS, Conseil Départemental pour que de nouveaux moyens permettent à tous d'être vaccinés.

- des dispositifs décentralisés d'aide à la prise de rendez-vous à l'échelon municipal ou intercommunal
- la mise en place d'appels systématiques notamment aux personnes les plus âgées toujours pas vaccinés (chiffres Manche)
- la mise en place d'un service de transport via des véhicules du département, des collectivités locales ou des taxis pris en charge financièrement vers les centres de vaccination.
- l'organisation d'équipes de vaccination itinérantes en nombre suffisant pour couvrir les zones rurales ou péri-urbaines très éloignées des centres de vaccination.

La CGT tient à rappeler que si les tests et vaccins sont gratuits en France c'est parce-qu'ils sont pris en charge par la Sécurité Sociale, financée par les cotisations. L'accès est donc libre mais pas gratuit !

En cette période de pandémie, l'exonération de cotisations sociales doit être suspendue, l'annonce massive d'aides ne peut pas profiter une nouvelle fois aux plus riches et aux actionnaires.

Pour l'USR CGT de la Manche, M PICOT, Secrétaire Général